

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

Avis 36.818/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

ADVIES 36.818/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 23 mars 2004, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au mode d'interdiction d'accès aux établissements de jeux de hasard de classe I et II ", a donné le 5 juillet 2004 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 23 maart 2004 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de wijze waarop de toegang tot de kansspelinrichtingen klasse I en II wordt verboden of ontzegd", heeft op 5 juli 2004 het volgende advies gegeven :

Examen du projet

Dispositif

Article 1^{er}

Le système créé en vertu de l'article 55 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs visé à l'alinéa 3 fait l'objet d'un projet d'arrêté royal relatif au système de traitement des informations concernant les joueurs exclus des salles de jeux de hasard de classe I et de classe II inscrit au rôle sous le numéro 36.595/2; selon l'article 1^{er}, alinéa 2, de ce projet, "ce système porte la dénomination EPIS, Excluded Persons Information System".

L'article 1^{er}, alinéa 3, de ce même projet dispose que "l'accès aux établissements de jeux de hasard de classe I et II doit être refusé aux personnes figurant dans EPIS"; son article 5 prévoit à cet effet que :

"L'exploitant d'un établissement de jeux de hasard de classe I ou II ou une personne déléguée par celui-ci, doit introduire le nom, le prénom et la date de naissance du joueur. Si cette personne figure dans EPIS, le terme «oui» apparaît sur l'écran. Dans les autres cas, le terme «non» apparaît".

D'autre part, l'interdiction d'accès aux salles de jeux des établissements de jeux de hasard des classes I et II aux joueurs de moins de 21 ans est prévue par l'article 54, § 1^{er}, de la loi du 7 mai 1999, précitée.

Dans l'article 1^{er} du projet examiné, seul l'alinéa 1^{er} constitue donc une règle qui n'est pas déjà exprimée dans les dispositions indiquées ci-avant : les deux autres alinéas doivent donc être omis. Dans la disposition qui subsistera, il serait préférable de viser, outre son identité, l'âge du joueur, étant entendu que, comme le précise la commission des jeux de hasard dans son avis, la vérification que la condition d'âge est satisfaite aura lieu lors de l'inscription dans le registre conformément à l'article 62 de la loi du 7 mai 1999, précitée.

.../...

Article 2

L'alinéa 2 prévoit que :

"Le Service Public Fédéral Intérieur remet une liste du cadre opérationnel des services de police au gestionnaire de la banque de données lors de la création du système".

Ainsi que le fait observer l'inspecteur des finances dans son avis,

"En ce qui concerne l'interdiction frappant les membres des services de police, le projet d'arrêté présenté limite la portée de l'interdiction aux membres des services opérationnels et autorise dès lors l'accès aux membres des services logistiques et administratifs. Cette interprétation ne correspond pas au texte de l'article 54, § 2 de la loi précitée qui n'opère aucune distinction et reprend les membres des services de police dans leur totalité. Le projet d'arrêté ne dispose dès lors pas d'une base légale sur ce point."

Plus exactement, en prévoyant la communication au gestionnaire d'EPIS, lors de sa création, d'une liste limitée aux membres du cadre opérationnel des services de police, l'alinéa 2 implique que les autres membres des services de police auxquels l'article 54, § 2, de la loi du 7 mai 1999, précitée, interdit aussi l'accès aux salles de jeux des établissements de jeux de hasard des classes I et II ne seront pas enregistrés dans EPIS, de sorte que cet accès pourrait ne pas leur être refusé, contrairement à ce que requiert la disposition légale précitée. L'exécution adéquate de celle-ci impose, dès lors, de remplacer les mots "du cadre opérationnel" par les mots suivants : "des membres".

Article 3

Au lieu de "ratifie la demande", il y a lieu d'écrire, dans la deuxième phrase de l'alinéa 1^{er}, "prononce l'exclusion", comme dans l'article 54, § 3, de la loi du 7 mai 1999, précitée, et dans la deuxième phrase du second, "prononce la levée de l'exclusion".

Article 4

Conformément à l'article 487*sexies* du Code civil, sont portées par le greffier à la connaissance du Ministre de la Justice

"Les décisions mettant une personne sous régime de minorité prolongée, ordonnant que l'autorité parentale sera remplacée par la tutelle ou désignant un nouveau tuteur",

ainsi que

"... des arrêts des cours d'appel réformant les jugements pris en ces matières par les tribunaux de première instance".

D'autre part, selon l'article 487*septies* du Code civil, lorsque la mainlevée de la mesure de mise sous statut de minorité prolongée est demandée,

"La demande de mainlevée est instruite et jugée conformément aux dispositions de l'article 487*quinquies*"

et

"La publicité de la décision de mainlevée est réalisée de la manière prévue à l'article 487*sexies*".

Ainsi qu'il ressort de la dernière phrase de l'article 4 du projet ¹, les seules décisions dont le Ministre de la Justice doit remettre copie à la commission des jeux de hasard sont les jugements "mettant une personne sous régime de minorité prolongée" et les éventuels "arrêts des cours d'appel réformant (c)es jugements ... (d)es tribunaux de première instance" visés à l'article 487*sexies* du Code civil, ainsi que les jugements prononçant la mainlevée visée à l'article 487*septies* du Code civil et les éventuels "arrêts des cours d'appel réformant (c)es jugements ... (d)es tribunaux de première instance".

⁽¹⁾ "Ensuite les données relatives auxdites personnes sont respectivement enregistrées dans ou effacées du système selon qu'il s'agit d'une décision déclarant qu'une personne a été placée sous statut de minorité prolongée ou d'une décision abrogeant pareille décision".

L'article 4 doit donc être revu pour que ces précisions y apparaissent clairement, la "décision abrogeant" celle "déclarant qu'une personne a été placée sous statut de minorité prolongée" devant par ailleurs être plus proprement qualifiée de "mainlevée de la mesure de mise sous statut de minorité prolongée".

Il convient en outre d'écrire, dans la seconde phrase, "prononce l'exclusion", comme dans l'article 54, § 3, de la loi du 7 mai 1999, précitée, au lieu de "ratifie cette décision".

Article 5

Au lieu de "ratifie la demande", il y a lieu d'écrire, dans la deuxième phrase du premier alinéa, "prononce l'exclusion", comme dans l'article 54, § 3, de la loi du 7 mai 1999, précitée, et dans la deuxième phrase du second, "prononce la levée de l'exclusion".

Dans l'alinéa 3, il convient d'écrire "des décisions de mainlevée ou infirmatives" au lieu de "du jugement de mainlevée de l'interdiction", afin que la copie d'éventuelles décisions infirmant celles de mainlevée, sur recours, soient également transmises à la commission des jeux de hasard.

Article 6

La première phrase de l'alinéa 1^{er} devrait être rédigée comme suit : "La commission des jeux de hasard prononce l'exclusion visée à l'article 54, § 3, 4, de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs lors de la première séance suivant la réception de la notification par le ministère public."

L'alinéa 2 serait, quant à lui, mieux rédigé comme suit :

"La commission des jeux de hasard prononce la levée de l'exclusion lorsque :

- 1° le jugement déclaratif de faillite est rapporté;
- 2° le failli obtient l'homologation du concordat;
- 3° le failli obtient sa réhabilitation;
- 4° la période d'interdiction est échue; à cet effet, la durée de l'interdiction est enregistrée dans le système;
- 5° la personne concernée est graciée." ².

À cette énumération devrait sans doute être ajouté le cas des décisions infirmant, sur recours, l'interdiction.

Enfin, le casier judiciaire central est organisé par les articles 589 à 602 du Code d'instruction criminelle ³. L'article 6, alinéa 3, du projet, suivant lequel :

"Le service du Casier judiciaire central du Service Public Fédéral Justice communique ces données à la Commission des jeux de hasard."

manque de fondement légal tant au regard de ces dispositions du Code d'instruction criminelle que des habilitations conférées au Roi par les articles 54 et 55 de la loi du 7 mai 1999, précitée.

(²) Voir article 3bis, § 8, de l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 relatif à l'interdiction judiciaire faite à certains condamnés et aux faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités.

(³) Voir, en outre, l'arrêté royal du 19 juillet 2001 portant exécution de la loi du 8 août 1997 relative au Casier judiciaire central, l'arrêté royal du 19 juillet 2001 relatif à l'accès de certaines administrations publiques au Casier judiciaire central et la circulaire du 30 août 2001 relative au Casier judiciaire central.

Article 7

Dans le texte français de la première phrase de l'alinéa 1^{er}, il y a lieu de viser l'article 487*ter* du Code civil.

Dans la seconde phrase de ce même alinéa, les mots "ratifie la requête" doivent être remplacés par les mots "prononce préventivement l'exclusion" utilisés dans l'article 54, § 4, de la loi du 7 mai 1999, précitée.

Article 8

Dans la première phrase de l'alinéa 1^{er}, il y a lieu de remplacer les mots "du tribunal" par les mots "de la justice de paix", puisque la requête est adressée au juge de paix.

La même observation vaut pour la première phrase de l'alinéa 1^{er} de l'article 9.

Dans la même phrase, il y a lieu de viser l'article 488*bis*, b), du Code civil.

Dans la seconde phrase de ce même alinéa, les mots "ratifie la requête" doivent être remplacés par les mots "prononce préventivement l'exclusion" utilisés dans l'article 54, § 4, de la loi du 7 mai 1999, précitée.

Article 9

Dans la seconde phrase de l'alinéa 1^{er}, les mots "ratifie la demande" doivent être remplacés par les mots "prononce préventivement l'exclusion" utilisés dans l'article 54, § 4, de la loi du 7 mai 1999, précitée.

Conformément à l'alinéa 1^{er}, 3, de ce paragraphe,

"La commission prononce préventivement l'exclusion des établissements de jeux de hasard des classes I et II (...) des personnes à protéger pour lesquelles une requête a été introduite conformément à l'article 5 de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux".

Suivant l'alinéa 2 de ce même paragraphe, cette interdiction préventive prend fin lorsque la commission a été avisée des décisions visées aux articles 8, 12 et 30 de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux.

En prévoyant que "cette exclusion prend fin à dater du jugement statuant sur la requête" adressée au juge de paix en vue d'une mise en observation, conformément à l'article 5 de la loi du 26 juin 1990, précitée, et que le greffe est à cet effet tenu de transmettre une copie de ce jugement à la commission des jeux de hasard, afin qu'elle lève l'exclusion préventive, l'article 9, alinéa 2, du projet, ne se conforme pas à cet article 54, § 4, alinéa 2, puisque ce jugement est celui visé à l'article 8 de la loi du 26 juin 1990, précitée, et qu'aucune mesure d'exécution appropriée n'est donc prévue en ce qui concerne les décisions visées aux articles 12 et 30 de cette même loi. Plus fondamentalement, le projet se fonde à cet égard sur l'idée que l'exclusion préventive prend fin dès que le juge de paix statue sur la requête visée à l'article 5 de la loi du 26 juin 1990, précitée, quel que soit le sens de son jugement, ce qui ne correspond pas à l'intention du législateur. L'article 9, alinéa 2, du projet doit, par conséquent, être revu afin de mieux en tenir compte.

Observations formelles concernant le texte néerlandais

Le texte néerlandais du projet devrait être réécrit avec beaucoup plus de soin.

Ainsi, par exemple, mieux vaudrait remplacer respectivement les mots "uitbater", "maakt...over" et "publicatie" par les mots "exploitant", "zendt...over" et "bekendmaking".

Onderzoek van het ontwerp

Dispositief

Artikel 1

Het krachtens artikel 55 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers ingestelde systeem, bedoeld in het derde lid, is aan de orde in een ontwerp van koninklijk besluit betreffende het systeem van informatieverwerking voor de uitgesloten spelers aan de kansspelinrichtingen van klasse I en klasse II, ingeschreven onder rolnummer 36.595/2; artikel 1, tweede lid, van dat ontwerp luidt : "Dit systeem draagt de naam EPIS, Excluded Persons Information System."

Artikel 1, derde lid, van datzelfde ontwerp bepaalt : "De personen die opgenomen zijn in EPIS, moet de toegang tot de kansspelinrichtingen klasse I en II worden geweigerd"; artikel 5 ervan bepaalt daartoe het volgende :

"De uitbater van een kansspelinrichting klasse I of II of een door hem aangestelde persoon, dient de naam, voornaam en geboortedatum van de speler in te voeren in EPIS alvorens de speelzaal kan worden betreden. Indien deze persoon is opgenomen in EPIS, verschijnt er «ja» op het scherm. In het andere geval «neen»"

Artikel 54, § 1, van de voormelde wet van 7 mei 1999 bepaalt anderzijds dat de toegang tot de speelzalen van kansspelinrichtingen van klasse I en II verboden is voor personen jonger dan 21 jaar.

In artikel 1 van het voorliggende ontwerp vormt dus alleen het eerste lid een regel die nog niet is opgenomen in de hiervoren vermelde bepalingen : beide andere leden moeten dus vervallen. In de overblijvende bepaling zou het verkieslijk zijn niet alleen te verwijzen naar de identiteit, maar ook naar de leeftijd van de speler, met dien verstande dat , zoals de kansspelcommissie preciseert in haar advies, overeenkomstig artikel 62 van de voormelde wet van 7 mei 1999 bij de inschrijving in het register dient te worden nagegaan of aan de leeftijdsvoorwaarde wordt voldaan.

.../...

Artikel 2

Het tweede lid bepaalt :

"De federale overheidsdienst Binnenlandse Zaken maakt een lijst over van het operationeel kader van de politiediensten aan de beheerder van de databank bij de oprichting van het systeem".

In zijn advies merkt de inspecteur van financiën het volgende op :

"En ce qui concerne l'interdiction frappant les membres des services de police, le projet d'arrêté présenté limite la portée de l'interdiction aux membres des services opérationnels et autorise dès lors l'accès aux membres des services logistiques et administratifs. Cette interprétation ne correspond pas au texte de l'article 54, § 2 de la loi précitée qui n'opère aucune distinction et reprend les membres des services de police dans leur totalité. Le projet d'arrêté ne dispose dès lors pas d'une base légale sur ce point."

Door te bepalen dat aan de beheerder van EPIS bij de oprichting ervan een lijst wordt overgelegd, beperkt tot de leden van het operationeel kader van de politiediensten, impliceert het tweede lid meer bepaald dat de overige leden van de politiediensten aan wie artikel 54, § 2, van de voormelde wet van 7 mei 1999 ook de toegang ontzegt tot de speelzalen van de kansspelinrichtingen van klasse I en II, niet zullen worden opgenomen in EPIS, zodat het mogelijk wordt dat die toegang hen niet wordt ontzegd, in tegenstelling tot hetgeen de voormelde wetsbepaling voorschrijft. Wil men deze bepaling naar behoren uitvoeren, moeten bijgevolg de woorden "van het operationeel kader" vervangen worden door de volgende woorden : "van de leden".

Artikel 3

In plaats van "bekrachtigt het verzoek" schrijve men in de tweede zin van het eerste lid "ontzegt de toegang", zoals in artikel 54, § 3, van de voormelde wet van 7 mei 1999, en in de tweede zin van het tweede lid "heft de ontzegging van de toegang op".

Artikel 4

Overeenkomstig artikel 487*sexies* van het Burgerlijk Wetboek worden door de griffier ter kennis gebracht van de Minister van Justitie

"De beslissingen waarbij iemand in staat van verlengde minderjarigheid wordt verklaard, waarbij gelast wordt het ouderlijk gezag te vervangen door de voogdij of waarbij een nieuwe voogd wordt benoemd",

alsmede

"...de arresten van de hoven van beroep die de desbetreffende beslissingen van de rechtbanken van eerste aanleg teniet doen".

Artikel 487*septies* van het Burgerlijk Wetboek bepaalt anderzijds dat

"Het verzoek tot opheffing (...) behandeld en berecht (wordt) overeenkomstig artikel 487*quinquies*" wanneer "de opheffing van de staat van verlengde minderjarigheid"

wordt gevraagd, en dat

"De openbaarmaking van de opheffingsbeslissing geschiedt zoals bepaald is in artikel 487*sexies*".

Zoals blijkt uit de laatste zin van artikel 4 van het ontwerp ¹, zijn de enige beslissingen waarvan de Minister van Justitie een afschrift moet bezorgen aan de kansspelcommissie "de beslissingen waarbij iemand in staat van verlengde minderjarigheid wordt verklaard" en de eventuele "arresten van de hoven van beroep die (die) (...) beslissingen van de rechtbanken van eerste aanleg teniet doen.", waarvan sprake is in artikel 487*sexies* van het Burgerlijk Wetboek, alsmede de beslissingen tot opheffing bedoeld in artikel 487*septies* van het Burgerlijk Wetboek en de eventuele "arresten van de hoven van beroep die die (...) beslissingen van de rechtbanken van eerste aanleg teniet doen".

(1) "De gegevens aangaande de genoemde personen worden dan respectievelijk opgenomen in of verwijderd uit het systeem, afhankelijk van het geval dat het een beslissing betreft waarbij iemand in staat van verlengde minderjarigheid wordt verklaard of een opheffingsbeslissing hiervan betreft".

Artikel 4 moet dus worden herzien opdat die preciseringen er duidelijk in tot uiting komen, waarbij de "opheffingsbeslissing" zijnde de beslissing tot opheffing van de beslissing "waarbij iemand in staat van verlengde minderjarigheid wordt verklaard" overigens beter zou worden omschreven als de "beslissing tot opheffing van de maatregel waarbij iemand in staat van verlengde minderjarigheid wordt verklaard".

Bovendien schrijve men in de tweede zin "ontzegt de toegang" zoals in artikel 54, § 3, van de voormelde wet van 7 mei 1999, in plaats van "bekrachtigt deze beslissing".

Artikel 5

In plaats van "bekrachtigt het verzoek" schrijve men in de tweede zin van het eerste lid "ontzegt de toegang", zoals in artikel 54, § 3, van de voormelde wet van 7 mei 1999 en in de tweede zin van het tweede lid "heft de ontzegging van de toegang op".

In het derde lid schrijve men "van de beslissingen tot opheffing of vernietiging" in plaats van "van het vonnis van opheffing van de onbekwaamverklaring", opdat het afschrift van eventuele beslissingen die de beslissingen tot opheffing, na beroep, vernietigen eveneens worden toegezonden aan de kansspelcommissie.

Artikel 6

De eerste zin van het eerste lid zou moeten worden gesteld als volgt : "De kansspelcommissie ontzegt de toegang bedoeld in artikel 54, § 3, 4, van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, tijdens de eerste vergadering die volgt op de ontvangst van de kennisgeving van het openbaar ministerie."

Het tweede lid van zijn kant zou beter worden gesteld als volgt :

"De kansspelcommissie heft de maatregel tot ontzegging van de toegang op wanneer :

- 1° het vonnis van faillietverklaring wordt ingetrokken;
- 2° de gefailleerde de homologatie verkrijgt van het gerechtelijk akkoord;
- 3° de gefailleerde rehabilitatie verkrijgt;
- 4° de periode gedurende welke de toegang wordt ontzegd is afgelopen; daartoe wordt de duur van de ontzegging van de toegang geregistreerd in het systeem;
- 5° de betrokken persoon gratie verkrijgt." ².

Aan die opsomming zou zonder twijfel het geval moeten worden toegevoegd van de beslissingen die, na beroep, de beslissing tot ontzegging van de toegang vernietigen.

Het centraal strafregister te slotte, wordt geregeld in de artikelen 589 tot 602 van het Wetboek van Strafvordering ³. Artikel 6, derde lid, van het ontwerp dat luidt als volgt :

"De dienst centraal strafregister van de federale overheidsdienst Justitie brengt deze gegevens ter kennis van de kansspelcommissie";

(2) Zie artikel 3bis, § 8, van het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 betreffende het rechterlijk verbod aan bepaalde veroordeelden en gefailleerden om bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen.

(3) Zie bovendien het koninklijk besluit van 19 juli 2001 tot uitvoering van de wet van 8 augustus 1997 betreffende het Centraal Strafregister; het koninklijk besluit van 19 juli 2001 betreffende de toegang van bepaalde openbare besturen tot het Centraal Strafregister en de omzendbrief van 30 augustus 2001 betreffende het Centraal Strafregister.

heeft geen rechtsgrond noch uit het oogpunt van die bepalingen van het Wetboek van Strafvordering, noch uit het oogpunt van de bij de artikelen 54 en 55 van de voormelde wet van 7 mei 1999 aan de Koning opgedragen bevoegdheden.

Artikel 7

In de Franse tekst dient in de eerste zin van het eerste lid te worden verwezen naar artikel 487*ter* van het Burgerlijk Wetboek.

In de tweede zin van hetzelfde lid, dienen de woorden "bekrachtigt het verzoek" vervangen te worden door de woorden "ontzegt preventief de toegang" die gebruikt worden in artikel 54, § 4, van de voormelde wet van 7 mei 1999.

Artikel 8

In de eerste zin van het eerste lid dienen de woorden "van de rechtbank" vervangen te worden door de woorden "van het vrederecht", aangezien het verzoekschrift gericht wordt tot de vrederechter.

Dezelfde opmerking geldt voor de eerste zin van het eerste lid van artikel 9.

In dezelfde zin dient te worden verwezen naar artikel 488*bis*, b), van het Burgerlijk Wetboek.

In de tweede zin van datzelfde lid, moeten de woorden "bekrachtigt het verzoek" vervangen worden door de woorden "ontzegt preventief de toegang" die gebruikt worden in artikel 54, § 4, van de voormelde wet van 7 mei 1999.

Artikel 9

In de tweede zin van het eerste lid moeten de woorden "bekrachtigt het verzoek" vervangen worden door de woorden "ontzegt preventief de toegang" die gebruikt worden in artikel 54, § 4, van de voormelde wet van 7 mei 1999.

Het eerste lid, 3, van die paragraaf luidt :

"De commissie onttrekt preventief de toegang tot de kansspelinrichtingen klasse I en II aan (...) de te beschermen persoon voor wie een verzoekschrift is ingediend overeenkomstig artikel 5 van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke."

Volgens het tweede lid van diezelfde paragraaf, komt er een einde aan de preventieve ontzeggingen wanneer de commissie in kennis is gesteld van de beslissingen bedoeld in de artikelen 8, 12 en 30 van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke.

Door te bepalen dat "deze uitsluiting (...) een einde (neemt) bij het vonnis dat een uitspraak doet over het verzoekschrift" dat overeenkomstig artikel 5 van de voormelde wet van 26 juni 1990, met het oog op een opnemings- en observatie gericht wordt aan de vrederechter, en dat de griffie daartoe verplicht is een afschrift van dat vonnis toe te zenden aan de kansspelcommissie, opdat zij de beslissing tot preventieve ontzegging van toegang opheft, voldoet het ontworpen artikel 9, tweede lid, niet aan dat artikel 54, § 4, tweede lid, aangezien dat vonnis het vonnis is bedoeld in artikel 8 van de voormelde wet van 26 juni 1990 en niet wordt voorzien in enige andere gepaste uitvoeringsmaatregel met betrekking tot de beslissingen bedoeld in de artikelen 12 en 30 van diezelfde wet. Een fundamenteel bezwaar is dat het ontwerp in dat opzicht steunt op de idee dat het preventief onttrekken van de toegang eindigt zodra de vrederechter uitspraak doet over het verzoekschrift bedoeld in artikel 5 van de voormelde wet van 26 juni 1990, ongeacht de strekking van zijn vonnis, wat niet overeenstemt met de bedoeling van de wetgever. Artikel 9, tweede lid, van het ontwerp moet bijgevolg worden herzien om daarmee beter rekening te houden.

Opmerking over de taal

De Nederlandse tekst van het ontwerp is vrij slordig geredigeerd en zou zorgvuldig moeten worden herschreven.

Zo, bijvoorbeeld, zou het beter zijn de woorden "uitbater", "maakt ... over" en "publicatie" te vervangen door respectievelijk de woorden "exploitant", "zendt ... over" en "bekendmaking".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

J. JAUMOTTE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Mesdames
Mevrouwen

M. BAGUET,

B. VIGNERON,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET,
premier auditeur.

Het verslag werd uitgebracht door de
H. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

La concordance entre la version française et la
version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de
M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de
Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van
de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS